

La société Loyco à Genève gère pour le compte de ses clients toutes sortes de processus administratifs, à l'exemple de la gestion des salaires et des absences, ou se charge de la comptabilité ou de la fiscalité. Cette entreprise de près de cinquante collaborateurs est l'une des rares sociétés anonymes à faire partie de la Chambre d'économie sociale et solidaire, Après-GE, dont les 270 membres se comptent essentiellement parmi les fondations, associations ou coopératives. «Nous partageons les mêmes valeurs», note Gregory Chollet, cofondateur de la société qui participe par exemple à la réinsertion professionnelle de chômeurs. «Nous créons des postes spécifiques avec des missions et un encadrement. Les personnes sont toutefois payées par le chômage», précise Gregory Chollet.

Parallèlement, la PME a opté pour une totale transparence sur la stratégie de l'entreprise et une structure actionnariale participative. «Au total, une vingtaine de collaborateurs sont propriétaires de l'entreprise. Nous avons opté pour la règle selon laquelle un actionnaire possède une voix quel que soit le montant investi, et avons le projet à court terme de nous soumettre à la certification Equal Salary. Nous avons aussi mis en place une grille de salaire transparente, donc connue de tous et qui garantit l'égalité. Enfin, nous avons fixé une rentabilité maximale à 10%. Un tiers du bénéfice est réinvesti, un tiers est distribué aux actionnaires et le dernier tiers est destiné aux collaborateurs», précise le cofondateur de l'entreprise, qui réalise un chiffre d'affaires de 5,2 millions de francs et

travaille avec 160 clients «co-créateurs» de solutions. «Les utilisateurs critiquent et commentent les outils qu'ils utilisent. Ils ont une démarche active dans l'élaboration de nos produits.»

Pourquoi Loyco, une entreprise totalement privée, a-t-elle choisi un modèle économique qui répond à des critères de l'économie sociale et solidaire? «C'est une question de valeurs. Nous avons tous précédemment rencontré des entreprises qui avaient des objectifs à très court terme et fonctionnaient avec de vieux schémas de gouvernance. Nous ne voulions pas reproduire ce modèle, explique Gregory Chollet. Ce n'est pas calculé mais certains des membres de la Chambre d'économie sociale et solidaire deviendront peut-être nos clients.»

Ce raisonnement concerne la plupart des sociétés qui ont choisi de miser sur la RSE. Pour la plupart d'entre elles, le respect des normes sociales et environnementales doit rimer avec efficacité économique.

Les grandes entreprises ont plus de pression qu'une PME pour mettre en œuvre des programmes de responsabilité sociale. Gaspillage d'eau, émissions nocives ou travail des enfants portent gravement atteinte à leur réputation. Encore faut-il que les multinationales soient prêtes à utiliser des certifications indépendantes pour prouver leurs actions de RSE. «Le coût de

mise en œuvre de mesures de responsabilité sociale peut s'avérer un frein pour une PME», estime Catherine Ferrier, collaboratrice scientifique en RSE à l'Université de Genève. Toutefois, certaines n'hésitent pas à le faire à leur échelle, à l'exemple de l'agence Larag à Meyrin. Chef d'exploitation et responsable de cette dernière, Pierre Vivet semble d'ailleurs très surpris d'apprendre que sa société est citée en exemple dans la publication sur la responsabilité sociale des entreprises éditée par la Fédération romande des entreprises à Genève et le Centre patronal à Paudex. Pourtant, rares sont les PME qui emploient, proportionnellement à la totalité de leurs collaborateurs, autant d'apprentis que cette société genevoise spécialisée dans la vente, la location et la maintenance de véhicules utilitaires. Sur 52 collaborateurs, le garage Larag à Meyrin emploie 13 apprentis. «J'ai une passion pour mon métier et j'aime transmettre et divulguer ce que je connais. Ces jeunes amènent de l'air frais au sein de l'entreprise et nous donnent beaucoup de satisfaction», note Pierre Vivet, qui ne cherche pas à plaire à sa clientèle ni à répondre à un effet de mode. Il n'hésite pas à engager des stagiaires en fin de droit ou en réinsertion. «Je veux donner une chance à ceux qui n'en ont pas toujours eu.»

Mirana Ratrino, assistante de direction chez Signa-Terre, une société

genevoise spécialisée dans le conseil en développement durable pour l'environnement bâti, apprécie les conditions offertes par sa société, à l'exemple d'une bonne couverture sociale, de la parité hommes-femmes ou de la transparence au sein de la PME. «Cette stratégie résulte des idéaux des deux fondateurs de la société, Laurent Isoard et Olivier Ouzilou, et des expériences qu'ils ont eues lors d'emplois précédents. Toutefois, il s'agit aussi d'être en adéquation avec ce que l'on vend», constate-t-elle.

Au sein de l'entreprise de déménagement Balestrafic, la responsabilité sociale passe par une prise de conscience vis-à-vis de l'environnement. L'entreprise genevoise a mis en place des mesures qui permettent de réduire fortement l'impact de ses activités de transport sur les émissions de gaz à effet de serre. La PME privilégie le rail à la route pour les transports longue distance et utilise de petits véhicules consommant peu de carburant pour les transports en ville. «Ce n'est pas un choix idéologique. Je ne suis pas un écologiste totalitariste mais le développement durable est utile à long terme», note Michel Balestra, directeur de Balestrafic, une société qui compte 65 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 10 millions de francs par année. Et son entreprise profite directement des mesures mises en place. La réduction et la gestion optimale des temps de transport engendrent une réduction des coûts et favorisent l'acquisition d'une nouvelle clientèle exigeante en matière de respect de l'environnement.